



## Les gazouillis de Moujtahed sous le règne d'Abdallah

1/2

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 09 juin 2015  
[madaniya.info](mailto:madaniya.info)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Histoire, société et culture](#)

Paris – L'hospitalisation du Roi Abdallah, le 31 décembre 2014, a déclenché un rare déchaînement de tweet, indice de la vivacité de la lutte pour le pouvoir entre les deux grandes branches antagonistes du pouvoir de la dynastie wahhabite, le clan Al Shammar, représenté par le Roi, et le Clan Sidéiry, le clan du Roi Faysal et de ses six frères qui ont pratiquement gouverné le pays depuis la disparition du fondateur du Royaume, Ibn Abdel Aziz.

En phase crépusculaire, tirant profit des revers stratégiques de la diplomatie saoudienne dans la guerre de Syrie, -un dossier géré auparavant par le clan Sideiry en la double personne du Prince Saoud Al Faysal (Affaires étrangères) et son beau-frère, le prince Bandar Ben Sultan, le chef des services de renseignement-, Abdallah, 91 ans, a procédé, en douceur, à une révolution de palais, entraînant l'éviction des postes de responsabilité de toute une fratrie, le clan Sultan, responsable au premier chef du désastre saoudien, avec la promotion concomitante des propres fils du roi Abdallah, fait sans précédent dans les annales du royaume.([renenaba.com](http://renenaba.com))

Dès l'hospitalisation du monarque, les tweet ont fait état de l'intention du Roi d'abdiquer, une rumeur qui a fait l'effet d'une torpille dirigée directement vers l'entourage royal et attribuée par la rumeur publique au clan Sideiry, à qui a été prêté l'intention de vouloir établir un rapport de force en vue d'obtenir des compensations à la suite de sa perte relative de pouvoir. Le camp du Roi, catégorique, a rappelé le précédent du Roi Fahd, hémiplegique, à la mobilité réduite, à la lucidité aléatoire, sous assistance sanitaire permanente animée par une cohorte de médecins, qui a néanmoins gouverné le pays dans cet état pendant une décennie, à une période charnière de l'histoire du Golfe, marquée notamment par les deux guerres contre l'Irak.([al-akhbar.com](http://al-akhbar.com))

Un résident en Arabie doit neutraliser ses cinq sens pour sa survie et la bonne marche de ses affaires : Ne rien voir, ne rien entendre, ne rien dire, ni sentir, ni toucher. Bravant ce quintuple interdit, un homme, toutefois, est désigné du doigt comme étant le plus fébrile digitaliste des activistes en la matière : Moujtahed.

DU BON USAGE DES TECHNIQUES MODERNES DE COMMUNICATIONS POUR CONTOURNER L'HERMÉTISME D'UN ROYAUME

L'homme défraie la chronique. Il intrigue la classe politique et met à vif les nerfs des services de sécurité saoudiens. Il a même ringardisé la presse internationale par ses

révélations fracassantes sur l'attaque d'un convoi diplomatique saoudien à Paris, le 18 Août 2014, une première dans les annales diplomatiques des grandes capitales occidentales.

Ses manifestations sont attendues, avec curiosité, amusement ou crainte, selon la teneur de ses révélations qu'il distille au compte-goutte ; comme pour faire durer le suspense ou le supplice ; comme pour maintenir la menace, épée de Damoclès permanente suspendue sur la tête des contrevenants grands ou petits de ce royaume permissif à l'excès pour les puissants mais hermétique.

Corbeau ou justicier ? Délateur ou garde-fou ? Moralisateur de la vie publique ou chef d'orchestre clandestin de l'agitation sociale ? Fou joyeux ou dangereux subversif ? Émule de « gorge profonde », à l'origine du scandale du Watergate qui terni la présidence américaine de Richard Nixon, dans la décennie 1970, son nom d'auteur constitue tout un programme. « Al-Moujtahed » est, au choix, l'appliqué ou le juriconsulte, ou une combinaison des deux, un juriconsulte appliqué comme pour signifier sa détermination à traquer les mauvaises herbes du Royaume.

« Al Moujtahed » est à l'origine de certaines des grandes révélations de l'histoire récente de l'Arabie. De l'asile politique à Londres de la sœur de Walid Ben Talal, Sarah Bint Talal, une première d'une princesse de sang dans les annales du Royaume, à la rocambolesque édification du somptueux palais du Prince Abdel Aziz Ben Fahd, fils du l'ancien roi Fahd d'Arabie, à la prépondérance dans la gestion des affaires du Royaume de Khaled Al Toueijiri, le secrétaire particulier du Roi octogénaire Abdallah. Sous cape se murmuraient des faits de corruption et de passe-droit. Moujtahed les reproduisait texto officialisant en somme les rumeurs en les authentifiant.

## LES TWEET DE MOUJTAHED

Le palais du prince Abdel Aziz Ben Fahd

Reproduction à l'identique du palais d'Al Hambra (Espagne), dont il a scanné les murs pan par pan pour l'édifier dans le désert d'Arabie, le palais s'étend sur un millions de mètres carrés et comprend autour du palais central plusieurs mini-palais faisant office de résidence pour les hôtes de marque, la famille proche et les partenaires en affaires. Les travaux ont duré neuf ans. De 1994 à 2003, soit de la crise d'hémiplégie qui a frappé son père le Roi Fahd à l'invasion américaine de l'Irak. Le coût de ce joyau s'est élevé à 12 milliards de dollars.

Mais, sibyllin ou sournois, Moujtahed mentionne, laconique, que le coût réel s'est élevé à 3 milliards de dollars et que le reliquat est « à voir avec un arrangement avec la famille de Rafic Hariri », le milliardaire libano saoudien, ancien premier ministre du Liban, assassiné en 2005. Le surplus de 9 milliards de dollars aurait-il constitué un tribut payé l'ancien factotum de la dynastie wahhabite, Rafic Hariri, au fils de son Roi, en contrepartie de son adoubement comme premier ministre du Liban ?

Quoiqu'il en soit « Azouz », le fils chéri du Roi Fahd, a été délogé de son poste ministériel par une supercherie montée par le secrétaire particulier du Roi Abdallah, Khaled Al Toueijiry, avec la complicité des trois fils du souverain, désireux de se débarrasser d'un personnage encombrant. A l'insu du Roi, les complices auraient suggéré à l'heureux propriétaire d'Al Hambra saoudien d'anticiper la décision du souverain, en présentant lui-même sa démission de son poste de ministre d'état auprès du Conseil des ministres.

## Les frasques d'Azouz avec Yasmine Bleeth

Le benjamin du Roi Fahd s'était auparavant emballé pour l'actrice de télévision Yasmine Bleeth, aux origines juives. Abdel Aziz Ben Fahd a dépensé sur elle une somme si importante, quelle aurait suffi à éradiquer définitivement le problème des vieilles filles du Royaume. Compagnon festif de l'ancien premier ministre libanais Saad Hariri, ses frasques parisiennes lui valurent une interdiction de séjour dans un grand palace de la capitale française. Au terme d'une jeunesse agitée, Abdel Aziz a fait acte de contrition et de repentance: Il s'est laissé pousser la barbe et est devenu prédicateur wahhabite, financier de la chaîne takfiriste « Wissal » (le lien).

Pis, Moujtahed s'est distingué l'été 2014 par un scoop de retentissement mondial en révélant l'identité du prince saoudien victime d'un hold up à Paris dans la pure tradition des western du Far West. La victime n'était autre que le Prince Abdel Aziz Ben Fahd, attaqué par deux voitures lourdement armées, alors qu'il se rendait en convoi diplomatique de dix voitures de Paris au Bourget pour s'envoler vers Ibiza. Alors que la presse française se perdait en conjectures, ce justicier anonyme précisait que les assaillants ont pris en otage l'assistant du prince, Hatem As Sahim, et dérobé 250.000 euros de même que des documents diplomatiques d'importance. L'identité de ce mystérieux justicier intrigue, mais AL Rai Al Yom, le journal de l'influent éditorialiste arabe, Abdel Bari Atwane, a avancé, à l'occasion de ce hold up, le nom du Dr Saad Al Faqih, Président du « Comité de la réforme » d'Arabie, un mouvement d'opposition.([raialyoum.com](http://raialyoum.com))

## La fortune du Prince Talal Ben Abdel Aziz

Talal Ben Aziz, frère du Roi, disposerait de dix millions d'hectares de terrain situés dans le périmètre des grandes villes. Nul n'ignorait que le père de Walid était riche. Cela relève même de l'évidente banalité. Mais en révélant le patrimoine foncier du prince et son emplacement, la périphérie des grandes villes sur fond de boom immobilier, ce texte suggérait la colossale fortune de son heureux propriétaire du fait de la plus-value des propriétés en zone péri-urbaine. Dans la fougue de sa jeunesse, Talal avait rallié l'idéologie nationaliste arabe, dans la décennie 1950, et fondé sur le modèle nassérien, le « groupement des princes libres », épousant au passage Mona El Solh, la fille de Riad El Solh, l'ancien premier ministre libanais assassiné et un des pères de l'indépendance libanaise.

De cette péripétie juvénile, dont il paiera le prix par un long exil au Caire et à Beyrouth, il glanera le titre de « Prince rouge », suscitant une solide méfiance au sein du clan ultra conservateur de la dynastie wahhabite.

De par la programmation de cette fuite, nullement le fait du hasard, Moujtahed est apparu comme un redoutable joueur de billards à trois bandes. En novembre 2011 sur fond d'une vive compétition pour l'attribution du poste de prince héritier à la suite du décès de son titulaire, Sultan, cette fuite doublait une campagne de presse déclenchée au niveau arabe et international contre son propre fils, faisant état d'abus sexuels de Walid à Ibiza et en Autriche, perturbant les démarches de son père en vue de sa confirmation comme prince héritier. Talal, le père de Walid, a ainsi été une nouvelle fois écarté de la succession au mépris de la loi de la primogéniture, entraînant sa démission et de celle de douze autres princes du Conseil d'allégeance en charge des transitions dynastiques.

Optant pour un saut de génération afin d'épargner au Trône une gangrène gérontocratique, le Roi Abdallah, 91 ans, s'est en effet choisi comme successeur, un jeune prince de 78 ans, Nayef, ministre de l'Intérieur, décédé un an après sa nomination, auparavant qualifié de «

boucher » par l'ancien premier ministre libanais Saad Hariri dans une impertinence coûteuse pour sa crédibilité auprès de la famille régnante saoudienne.

Inlassable défenseur des réformes politiques en Arabie saoudite, le prince Talal a réclamé le droit de conduire pour les femmes dans le royaume ultraconservateur. Des militantes avaient lancé en juin 2011 une campagne pour braver cette interdiction, et plusieurs d'entre elles ont été forcées par la police à signer un engagement à ne plus récidiver. Il a estimé en outre qu'en attendant la tenue d'élections dans le royaume, il est nécessaire « de donner des pouvoirs au Conseil consultatif ».

L'Arabie saoudite n'a pas de Parlement mais un Conseil de la Choura de 150 membres désignés par le roi, une instance purement consultative. Le royaume a organisé des élections municipales à deux reprises et les femmes vont participer au prochain scrutin en 2014, par décision du roi, un prudemment réformateur.

Le prince Talal a enfin appelé à la création d'un Fond souverain, à l'instar des autres pays du Golfe, dans le royaume qui avait annoncé un excédent budgétaire de 102,9 milliards de dollars en 2012, grâce notamment à la hausse des prix du brut. « Le pétrole peut se tarir, mais il y a aussi des substituts qui apparaissent sur les marchés, et nous craignons qu'un jour la demande baisse sur le brut », a-t-il ajouté. Le prince Talal préside le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND), chargé de promouvoir l'éducation et la santé dans les pays en développement.

À 85 ans, Talal est présenté comme un prince libéral. Mais alors comment expliquer la fuite de sa propre fille Sarah et sa requête en vue d'obtenir l'asile politique du Royaume Uni ? Comment expliquer la sortie de son fils aîné Khaled taçant son cadet Walid Ben Talal d'avoir déshonoré la famille en laissant son épouse se dévoiler la face lors d'une réception à Londres, alors que leur maman commune Mouna Al Solh a vécu le visage dévoilé sa vie durant ? Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond au royaume wahhabite.

Le tweet de Walid Ben Talal

Reprenant à son compte les préoccupations de son père, le prince milliardaire a suscité l'hilarité des réseaux sociaux pour le tweet qu'il a diffusé à l'occasion de la fête nationale saoudienne, le 24 septembre 2013. Dans son message de vœux, le petit-fils du fondateur du royaume presse ses pairs de « prendre en compte les aspirations et les besoins du peuple saoudien ». La réponse d'un activiste, Majed Al Moukhallafi, fusa, implacable : « Commence par toi-même ».

Un autre gazouilleur répondant au nom de Victor a énuméré à l'intention du prince les règles de bonne gouvernance saoudienne : « Songe aux sacrifices consentis par tes aïeux. Tu commences par voler les richesses du pays, tu continues par dilapider l'argent public, tu termines par faire des dons et des cadeaux uniquement pour te faire de la publicité et devenir célèbre ».

(Pour le lecteur arabophone, Cf. [l'article du Qods Al Arabi](#) en date du 24 septembre 2013.)

Khaled Al Toueijiry ou Les manigances du secrétaire particulier du Roi

Outre Azouz, Khaled Al Toueijiry s'est appliqué à piéger Sarah Bint Talal, la princesse qui a demandé l'asile politique à Londres. Multipliant promesses et propositions, il a cherché à la faire revenir sur sa décision et à la retenir en Arabie. Sarah, nullement dupe de ces

manœuvres, a réussi à s'enfuir et à préserver son pactole que sa famille convoitait.

Une fois à Londres, le secrétaire a cherché à l'attirer dans un piège pour l'enlever et la ramener manu militari en Arabie.

Mais « Princesse Barbie », son surnom du fait qu'elle se déplace constamment en Rolls Royce, y compris pour faire ses emplettes au supermarché, a déjoué ses plans. Pas folle la guêpe. La fuite de Sarah, petite fille du fondateur du Royaume est une première depuis la fondation de la monarchie et un point noir dans le palmarès de Khaled Al Toueijiry que des dignitaires se sont précipités de mettre à profit pour l'évincer.

« Comment va le Roi Khaled ? »

Nonagénaire, de santé déclinante, le roi a été hospitalisé pendant près d'un mois en novembre et décembre 2013, déléguant une large fraction de son pouvoir à son secrétaire particulier, lui confiant l'ultrasensible mission de gérer la Garde Nationale, la garde prétorienne de la Dynastie. La prépondérance d'un roturier sur les « royaux » a suscité aigreur, rancœur et courroux au sein de la royale famille. Un frère du Roi a entrepris de le faire savoir sans ménagement à son royal Frère. Apercevant à distance sa Majesté, son frère Micha'al Ben Abdel Aziz, se dirige vers lui, lui donne l'accolade et s'enquiert de la santé du roi Khaled. S'ensuit ce dialogue surréaliste :

- Micha'al : « Comment va le Roi Khaled »?

- Le Roi Abdallah : « Le Roi Khaled »?????

Puis se ravisant, craignant d'avoir affaire à un frère atteint d'Alzheimer, le roi Abdallah prend la peine de lui préciser... « Tu sais, je suis le Roi Abdallah, le Roi Khaled est décédé en 1982, notre frère Fahd lui a succédé, puis j'ai succédé à Fahd, en 1995 », soit il y a seize ans. Ulcéré d'avoir été pris pour un mono synapse, Micha'al, du tac au tac, rétorque... « Le Roi Khaled, je veux dire par Roi Khaled, ton secrétaire particulier Khaled Al Toueijiry, qui se vit comme un roi à la place du Roi, qui se mêle de tout et décide de tout.

Le Roi Abdallah, comprenant sa méprise et voulant calmer la colère de son frère, lui octroie sur le champ un grand projet d'infrastructure : La construction de la 2ème tranche du projet de chemin de fer Djeddah-La Mecque d'une valeur estimée de trente milliards de dollars. Foi de Moujtahed. Si en France tout finit par des chansons, en Arabie, le pétrodollar est roi, la meilleure assurance royale.

Septième pays au Monde pour l'importance de ses réseaux sociaux (tweet et YouTube) l'Arabie saoudite se place en tête des pays arabes pour le nombre des usagers du twitter. Les gazouillis de Moujtahed (1) sont suivis par 1.410.000 abonnés depuis leur lancement en novembre 2011, déclenchant une mobilisation générale des services de sécurité pour tenter de démasquer l'impertinent. En vain.

Le royaume compte trois millions d'utilisateurs, soit depuis l'apparition des gazouillis, une augmentation de 3000%, (bien trois mille pour cent) en un an.

Moujtahed assure que ses pourvoyeurs ont pris l'exacte mesure de l'ampleur de la corruption et sont conscients de la nécessité de dénoncer les faits scandaleux pour favoriser les réformes. Il se défend de tout règlement de compte et soutient que le monde se situe dans son viseur.

La personnalité de Moujtahed intrigue et effraie. La rumeur publique lui attribue la paternité de la « révolution de palais » opérée en Arabie saoudite, le 14 mai 2014, aboutissant à la mainmise des enfants du Roi Abdallah sur les principaux rouages de l'État, l'exclusion des postes clés du pouvoir du clan Sultan, du nom du Prince Sultan, l'inamovible ministre de la défense pendant trente ans (Bandar, Khaled et Salman Ben Sultan), et l'affaiblissement consécutif, du clan Sideiry, la branche rivale de la famille royale le clan Al-Shammar représentée par l'actuel roi. ([raialyoum.com](http://raialyoum.com))

## FACEBOOK LA VOIE ROYALE DES POLÉMIQUES INTER-MONARCHIQUES : LA VERSION MODERNE DU LION ET DU MOUCHERON

L'efficacité des réseaux sociaux et surtout leur crédibilité dans des pays fortement autocratiques a conduit leurs dignitaires à en faire usage pour d'invraisemblables règlements de compte.

Sur fond de vive tension internationale consécutive à la controverse à propos des armes chimiques en Syrie, l'été 2013, l'Arabie saoudite et le Qatar, les frères ennemis wahhabites, ont poursuivi leur guerre picrocholine, à l'ombre de leurs derricks respectifs, pour le leadership régional du titre envié de principal commanditaire du mercenariat djihadiste. Agacé des ambitions du Qatar, le Prince Bandar Ben Sultan, alors chef des services de renseignements saoudiens, d'un terme méprisant, a expédié le rôle du Qatar dans le ravitaillement de la rébellion syrienne. « Le Qatar...tout juste une population de 300 personnes et une chaîne de télévision et ceci ne suffit pas pour constituer un pays », par allusion Al Jazira, qui eut longtemps un rôle prescripteur de l'opinion arabe avant de se dévoyer dans la couverture des combats de Libye et de Syrie.

Bandar a ainsi voulu signifier son mécontentement de la livraison, via la Turquie, par le Qatar de missiles thermiques à l'opposition islamiste.

Le propos rapporté par le journal conservateur américain Wall Street Journal n'a pas été démenti par l'intéressé, au point que des intellectuels et des académiciens qatariotes se sont étonnés de l'absence de réaction officielle saoudienne à ce qu'ils ont considéré comme une « atteinte à la dignité du Qatar, son état et son peuple ».

Contrairement à tous les usages diplomatiques, le premier à porter la polémique sur la place publique a été, Khaled Attiyah, le nouveau ministre des affaires étrangères du Qatar en personne : « Un citoyen du Qatar vaut à lui seul tout un pays et le peuple du Qatar vaut la totalité d'une nation (arabe ou islamique). Voilà ce que nous enseignons à nos enfants. Avec mon entière considération ».

La « gracieuseté royale » saoudienne à l'armée libanaise via la France.

Le don de trois milliards de dollars octroyé par le royaume pour l'équipement de l'armée libanaise, via la France, a été salué par un gazouillement critique ininterrompu de médiactivistes, se gaussant de cette générosité mal placée alors qu'une fraction de la population saoudienne pâtit du chômage et de précaires conditions d'existence.

La plus cinglante réaction est venue d'un impertinent postant sur sa page Facebook un drapeau libanais barré du sabre saoudien et du premier verset du Coran : « Il n'y a de Dieu que Dieu » comme pour signifier la saoudianisation du Liban.

Un don royal qui a eu l'heur d'agacer fortement en ce que les rues des grandes villes du

Royaume avaient été obturées, l'automne 2013, par une montée des eaux des égouts du fait de la vétusté des canalisations.

Une page Facebook présentait un vieux couple désargenté et triste avec cette légende : « Notre argent est dilapidé chez nos voisins, alors que ce couple est prioritaire qui n'a plus qu'à compter sur Dieu, le meilleur sur lequel il puisse compter (hasbyallah wa nihma al wakil)

#### **Pour le lecteur arabophone**

- <http://www.al-akhbar.com/node/204050>
- <http://www.al-akhbar.com/node/197937>

#### **LA CONTESTATION PAR INTERNET**

Moujtahed a eu un rôle pionnier et demeure à ce jour inconnu. Son mérite est d'avoir lancé le débat dans l'espace public, ouvert en quelque sorte « la boîte de pandore ». L'engouement pour ce moyen de communications a en effet suscité des vocations au sein des autres couches de la population, les jeunes et les prédicateurs religieux. Mais tout le monde n'a pas le doigt heureux. Ainsi Abdel Aziz

Al Khojja, le flamboyant ministre de l'information et de la culture et ancien ambassadeur au Liban, a été sur le champ rejeté dans les ténèbres pour avoir ordonné par tweet la fermeture d'une chaîne fondamentaliste saoudienne ; un signe de mépris indiscutable dans ce fief de l'intégrisme, dont cet enfant chéri de l'intelligentzia saoudienne s'en mord encore les doigts.

La pétition par internet :

Cinq mois après l'entrée en scène de Moujtahed, les jeunes se mettaient de la partie. Faisant preuve d'un courage inhabituel dans un pays régit par la police religieux (Al Mouttawah'a), 2.400 jeunes saoudiens lançaient une pétition en ligne proclamant le « refus de la tutelle paternaliste », s'insurgeant contre « la mainmise du pouvoir politico-religieux sur la vie publie et privée des saoudiens » et la « tutelle paternaliste qui bride nos pensées ».

Le collectif des jeunes activistes déplore que « la génération précédente se soit égarée dans de conflits secondaires, une déviation des grands de causes nationales vers des débats sectaires, partiels et parcellaires ». (2) Leur emboitant le pas, un dignitaire Abdallah Al Ouwaydate, s'est attaqué à une pratique ancestrale, sujet tabou s'il en est : La cessation des activités profanes durant les heures de prière.

« La fermeture des centres commerciaux durant les heures de prière est une pure invention qui ne repose sur aucun fondement religieux ou rationnel. Ces centres ferment par crainte des représailles de la police religieuse, alors que les propriétaires de fonds pâtissent en premier du préjudice de cette mesure », a-t-il soutenu non sans témérité.

#### **LES PRÉDICATEURS FAUSSAIRES (3)**

L'engouement pour ce moyen de communications qu'il a contaminé la strate sociale la plus réfractaire à la modernité : les Oulémas en personne qui vont se livrer à une lutte acharnée

pour asseoir leur audience et revendiquer le leadership en nombre d'adhérents...par de petits arrangements avec le Bon Dieu. De prédicateur traditionnel, les hommes de religion, à tout le moins certains d'entre eux, se sont transformés en prédicateurs informatiques, achetant des adhérents, au point qu'un prédicateur s'est vanté de disposer d'un million de « Follower », se hissant au premier rang du classement tweet du Royaume.

En fait, ces hommes de foi, de bonne ou de mauvaise foi, offraient une prime à tout adhérent et plaçait des icônes ou des coquilles vides de photo en guise d'identification de leur suiveur.

S'inspirant des achats de voix dans les pays à régime démocratique, Abdel Rahman Al Kharrachi s'est assuré la fidélité de ses suiveurs par le versement d'une prime mensuelle, faisant faire un bon phénoménale à son compte, passant de 600 à 166.000 adhérents.

Une étude de l'Université Northeastern de Boston portant sur 380 millions de tweets, postés entre octobre 2010 et mai 2012 sur un total de 500 millions de messages, ont permis de localiser leur provenance et de quantifier leurs expéditeurs, au nombre de 6 millions répartis dans 191 pays, dont les plus actifs auront été les Saoudiens et les Koweïtiens. Face à ce qui a pu être perçu comme le début d'une contestation généralisée qui pouvait être fatale à la dynastie, devant tant de dérives, la monarchie a sifflé la fin de la partie et a sorti l'artillerie lourde.

L'arme de destruction massive pour dissuader toute contestation à l'ordre monarchique : Une Fatwa. Cheikh Abdel Aziz Al Chacca s'est proposé, de bonne grâce, à cette besogne, invitant les Saoudiens à renoncer au Twitter, « promoteur de mensonge et de prescriptions sans fondement, attentatoire à la dignité des Oulémas ».

La criminalisation des Frères Musulmans le 4 mars 2013 par l'Arabie saoudite a d'ailleurs relancé le débat sur la liberté d'expression dans le Royaume en ce que l'inscription de la confrérie sur la « liste des organisations terroristes » a frappé d'interdit de facto tous les sympathisants de la confrérie, y compris les prédicateurs saoudiens dont les sermons servaient de relais médiatiques à leur thématique religieuse.

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, un digitaliste d'un compte twitter, Mohand al Mohaymid, a même été condamné à huit ans de prison sous l'inculpation de « crime informatique » pour avoir alimenté les réseaux sociaux de vidéos en vue d'attirer l'attention de la population sur les conditions de détention des prisonniers saoudiens. Plusieurs milliers d'islamistes comparaissent en justice pour des activités en rapport avec le terrorisme. Un autre à mille coup de fouets. [rue89.nouvelobs.com](http://rue89.nouvelobs.com)

Pis les techniques modernes de communications constituent non seulement un levier de démocratie, mais également une menace pour le machisme du mâle saoudien en ce que leur usage intensif éloigne les utilisateurs des valeurs de l'Islam et favorise le divorce. Le ministère de la Justice a avancé le chiffre de 33 964 divorces en 2014 du fait de l'usage des réseaux sociaux, notamment au niveau des jeunes couples où le mari passerait des heures à s'y connecter, donnant ainsi à son épouse le sentiment d'être délaissée. Facebook et WhatsApp sont cités comme étant à l'origine de plus des 25% des divorces dans ce pays selon Moustapha Al-Males, conseiller conjugal et familial.

Ces réseaux sociaux, qui permettent plus facilement des relations extra-conjugales sont également responsables de plus de 20% des divorces. Les religieux sont également sommés



d'intervenir afin d'éduquer la jeunesse contre les méfaits des réseaux sociaux.  
Le Royaume d'Arabie n'est assurément pas le paradis.

René Naba

2 juin 2015



*René Naba : Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de « L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres » (Goliath), « Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français » (Harmattan), « Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), « Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David » (Bachari), « Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath).*

Pour le lecteur arabophone:

<http://www.alquds.co.uk/?p=141669>

#### Références

1. 1 -Taghridat Moujtahed (Les gazouillis de Moujtahed) Cf. le journal libanais « Al Akhbar » 12 février 2012.En ce qui concerne les gazouillis du djihadisme en Syrie particulièrement de la structure de commandement de l'État Islamique d'Irak et du Levant (EIL) dont l'acronyme en arabe est Da'ech et le sigle en anglais ISIS,voir <http://www.al-akhbar.com/node/198403>
2. Le texte intégral de cette pétition a été publié par le journal libanais As Safir en date du 3 avril 2012. La pétition a été référencée sous le lien suivant <http://youthpetition.worldpress.com>Les signataires proclament notamment ce qui suit : « Nous dénonçons à quiconque le droit de mettre en doute notre appartenance à l'Islam et à notre pays. Nous veillons à réaliser les objectifs islamiques auxquels nous sommes fiers d'appartenir, conscient de nos droits et de nos obligations.Nous sommes opposés à l'idée que quiconque puisse mener nos propres combats, (en notre place) au prétexte de nous défendre. La tutelle paternaliste bride notre pensée. La génération précédente s'est égarée dans des conflits secondaires, par des moyens immoraux. Nous déplorons la déviation du débat des grandes causes nationales vers des débats sectaires, partiels et parcellaires ».
3. Les prédicateurs faussaires. Cf. Al Qods Al Arabi, journal trans arabe édité à Londres, en date du 7 août 2012.
4. Déchaînement de twitter à l'annonce de l'hospitalisation du roi Abdallah le 31 décembre 2014 <http://www.al-akhbar.com/node/223227>

Articles Par : [René Naba](http://René Naba)

## A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)